

Montreuil, le 17 février 2026

Violences politiques

La Fédération CGT des services publics réaffirme son engagement antifasciste et la primauté du droit

Face aux violences ayant conduit à la mort de Quentin D., à Lyon, la Fédération appelle au respect du droit afin que toute la lumière soit faite par la justice et dénonce la récupération et la surenchère politique.

Depuis plusieurs mois, la Fédération CGT des services publics constate une montée préoccupante des violences politiques, nourrie par l'activisme de groupes d'extrême droite dont les stratégies de provocation et d'intimidation visent directement le mouvement syndical, les mobilisations sociales, féministes, et plus largement le débat démocratique. Cette dérive constitue une menace grave pour les libertés publiques et syndicales.

Dans ce contexte, la Fédération condamne ces violences et rappelle avec force que la violence politique, d'où qu'elle vienne, n'a jamais été et ne sera jamais une réponse. L'histoire sociale et syndicale enseigne que le fascisme prospère toujours sur la peur, la confusion et la brutalisation du débat public.

La Fédération dénonce ainsi avec la plus grande fermeté les attaques visant des locaux syndicaux, politiques et associatifs. S'attaquer aux lieux d'organisations collectives, c'est s'en prendre frontalement aux libertés syndicales et aux fondements mêmes de la démocratie sociale. Ces actes s'inscrivent dans une logique fascisante que la CGT a toujours combattue et continuera de combattre.

La Fédération appelle ses syndiqué·es et plus largement le monde du travail à rester vigilants face aux tentatives d'intimidation et d'instrumentalisation, à continuer de défendre la solidarité, les libertés publiques et le vivre-ensemble contre la haine et les violences.